

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Eau, cours d'eau (France) > **Nouveau chantier de bassine à Priaires (Deux-Sèvres) : une insupportable (...)**

Communiqué de presse commun

Nouveau chantier de bassine à Priaires (Deux-Sèvres) : une insupportable provocation de l'Etat et de la Coop de l'eau qui impose de nouvelles mobilisations anti-bassines

samedi 2 septembre 2023, par [Bassines Non Merci](#), [Confédération paysanne](#), [Les Soulèvements de la Terre](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2023).

Ce lundi 28 août, des militant·es du Collectif Bassines Non Merci se sont rendu·es sur le terrain prévu pour la nouvelle méga-bassines de Priaires (79). Leur constat : plusieurs engins de chantier sont arrivés sur place et ont commencé à creuser à la hâte. Après le convoi de l'eau, à une semaine du rassemblement national du 8 septembre pour le procès des porte-parole du mouvement anti-bassines, ce nouveau passage en force est une insulte faite à la possibilité d'un retour au dialogue sur le dossier bassines et sur la question d'un réel partage de l'eau sur nos territoires, entre agriculteurs et pas au seul profit d'une petite minorité, et entre tous les usager·es.

Des représentant·es de Bassines Non Merci et d'autres organisations engagées dans le mouvement anti-bassines reviendront ce vendredi à 11h tenir un point presse devant les grilles du chantier. Ils y exposeront ses conséquences sur les nappes phréatiques et cours d'eau voisins en premier lieu le Mignon, et détailleront la nécessité de mettre en œuvre nous même par de nouvelles mobilisations massives, le moratoire que le gouvernement se refuse à prononcer.

Déjà, vendredi 25 août, nous avons appris la pose des grilles annonciatrices de ce nouveau chantier, alors même qu'une délégation, composée de membres de Bassines Non Merci, de la Confédération paysanne et de participant.e.s au Convoi de l'eau, était en rendez-vous avec la nouvelle préfète de bassin, Sophie Brocas, dans les locaux de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB) à Orléans. La délégation venait lui rappeler la condition sine qua non à toute reprise de dialogue : un moratoire sur les chantiers en cours et à venir, et sur les financements publics accordés à la construction des méga-bassines.

Le même jour, le président du Comité de Bassin, Thierry Burlot, soulignait que le début des travaux à Priaires serait vécu comme une camouflet par le Comité.

Pourtant, le chantier a bel et bien démarré. Une véritable provocation de la part de l'État contre les défenseur.euse.s de l'environnement et de l'agriculture paysanne. Le refus obtus du dialogue et le mépris de la préfète Brocas pour les délégué·es du Convoi témoignent de l'absence complète de considération de l'État pour les revendications citoyennes.

C'est donc à l'issue d'un été caniculaire, cataclysmique dans de nombreuses régions du monde, que la SA Coopérative de l'Eau choisit de lancer un nouveau chantier. Le caractère nocif des méga-bassines est pourtant connu et reconnu au plan scientifique : il s'agit d'une caricature de maladaptation au changement climatique. Au-delà, ces structures d'accaparement de l'eau ont un rôle qui est bien connu : maintenir les rendements des maïsiculteurs et céréaliers qui en bénéficient et contribuent par leur mode de production à l'assèchement des terres et à la dégradation de la biodiversité, au détriment de l'agriculture paysanne. Ce modèle dépassé, consistant à soutenir les exportations de l'agriculture industrielle, est une véritable fuite en avant dans le contexte de changement climatique. Il faut au contraire repenser un véritable partage de l'eau entre agriculteurs·trices, pour qu'elle ne soit pas accaparée par une minorité mais profite à toutes et tous et permette un changement de modèle agricole.

Au-delà de l'aberration agricole, sociale et environnementale, les méga-bassines sont aussi un gaspillage d'argent public pointé par la Cour des Comptes. Ainsi, la Cour assure, dans un rapport du 17 juillet 2023, que « Les réserves de substitution s'avèrent inutiles en cas de sécheresse hivernale ou pluriannuelle » et elle indique, à juste titre, que « le raccordement aux réserves n'est pas conditionné a priori à des pratiques plus économes en eau et plus vertueuses pour la qualité de l'eau » redoutant que « la modification nécessaire de certaines pratiques agricoles » ne soit retardée par le raccordement aux méga-bassines.

Le moratoire que nous réclamons est la seule solution pour sortir de la crise de manière apaisée. Nous ne pouvons pas discuter sérieusement sur une éventuelle remise à plat du dossier Bassines pendant que des chantiers démarrent ou continuent devant nos yeux. Le proposer est indécent. Bassines Non Merci, la Confédération paysanne et les Soulèvements de la terre ont posé le moratoire sur les chantiers et les financements en cours comme l'acte nécessaire du retour au dialogue. Comme cela a été acté vendredi dernier devant l'agence de l'eau, après le refus de la préfète de suspendre réellement le chantier de Prieires, nous devons mettre en œuvre le moratoire sur le terrain nous-même et avec l'ensemble de celles et ceux qui défendent l'eau.

La Confédération paysanne, Bassines Non Merci, les Soulèvements de la Terre

P.-S.

•
<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/nouveau-chantier-de-bassine-a-prieires-une-insupportable-provocation-de-l-etat-et-de-la-coop-de-l-eau-qui-impose-de-nouvelles-mobilisations-anti-bassines>